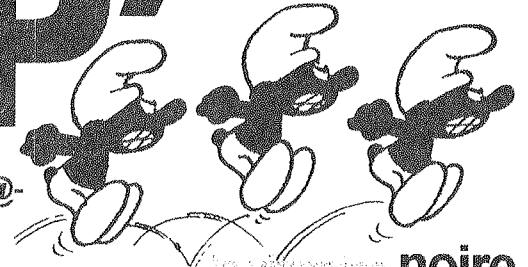


T'OKUP'



Agenda-journal intersticiel de la mouvance anarch@-alternat@-squat-antifa-féministe-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

Que chacun-e cherche à s'informer par soi-même **no 06** (juillet 2000) Tiré à 603'001 exemplaires



Nous sommes touTÉS des paranoïaques de tendance anarchiste et égotiste téléguidéEs par l'extrême-gauche

(morceau choisi du *Lausanne Cités* du 22.06.00)

L'espace autogéré est-il manipulé par Cuba, le POP ou les martiens ?

Des rumeurs des plus contradictoires courent sur les pratiques politiques de l'espace autogéré et les personnes qui participent à ses activités. Nous serions à la fois idéologiques, non-politisé-e-s, moins revendicatifs/ves que la génération de Lôzane Bouge, manipulé-e-s par des groupements d'extrême-gauche; égoïstes voire bourgeois, nous serions replié-e-s sur nous mêmes, ne nous préoccuperions que de nous loger, ne voudrions pas changer la société et revendiquerions uniquement qu'on nous foute la paix.

C'est à cela que nous aimerions apporter des éclaircissements en tant que personnes qui militons dans le cadre de l'espace autogéré.

L'espace autogéré regroupe des personnes hétéroclites, d'horizons et d'intérêts divers, qui pensent qu'il est possible et souhaitable de développer une culture qui ne soit pas dictée par la loi du profit et qui se réalise par l'autogestion, c'est-à-dire où chacun-e participe aux décisions et à leur réalisation, sans cheffailon, sans porte-parole attiré-e et sans sponsors. Par culture, nous entendons aussi bien les activités artistiques qu'un mode de vie général. Dans cette optique, sont développées des activités aussi diverses que des bouffes végétariennes, des spectacles publics (concerts, cinéma, performances, expos, théâtre,...), des ateliers, des installations écologiques (capteurs solaires, débétonnage et jardin, poulailler), du logement et des interventions politiques (manifs, débats, projections, journal,...). C'est ce dernier point que

nous voulons développer pour répondre à ceux qui veulent désamorcer la charge subversive de l'espace autogéré :

- Nous revendiquons un monde sans racisme, sans sexisme, sans exploitation et qui respecte la nature.

- Dès le début, l'espace autogéré a mis sur pied un infokiosk (presse alternative). Des réunions, débats, présentations et projections y ont été régulièrement faites. Le logement a toujours été secondaire par rapport aux activités.

- L'espace autogéré est un lieu à disposition des groupes, individu-e-s et associations. Depuis des années, l'espace autogéré a prêté des locaux et collaboré de manière ponctuelle avec des groupes ou associations qui font partie d'un réseau féministe, antifasciste, défense du droit d'asile, chômeuses/eurs, précaires du logement, écologiste,... De par ses pratiques et aspirations, l'espace autogéré entretient plus d'affinités avec des groupes de tendance libertaire qu'avec des partis ou groupes institutionnels. Nous ne nous sentons rien de commun avec les bureaucrates, les arrivistes, et les réformistes.

- Dans cette optique, l'espace autogéré a pris part au coeur de la cité à des luttes comme les Marches européennes contre le chômage, les luttes contre la mondialisation de l'économie, la caravane intercontinentale contre l'OMC, un Forum anarchiste, des manifestations antiracistes et antifascistes, des manifestations écologiques (Critical mass en vélos et rollers) et de reconquête de l'espace public (Street Party), des soutiens lors de procès de militant-e-s en proie à la répression,...

Présentation > Ni secte, ni parti, agrégation aléatoire de groupes ou d'individuEs, les gens qui écrivent dans cette feuille font vivre des luttes pour une société plus juste, contre tous les pouvoirs et contre l'exploitation. Pour le reste, regarde autour de toi, occupe-toi de ce qui te regarde pas, car ça te regarde.
Contact: c/o Infokiosk, av. de Morges 60, CH-1004 Lausanne
N° précédents consultables sur <http://squat.net/espaceautogere>

Il suffit de prendre le temps de lire le contenu de certains tracts, du journal T'OKUP' ou du site internet de l'espace, pour se rendre compte du non-sens des allégations comme quoi l'espace autogéré et les gens qui gravitent autour seraient non-politiques et se contenteraient de faire des activités égoïstes dans leur coin. Quant aux journalistes, automobilistes et pasteurs qui tiennent des théories infantilisantes de manipulation, nous regrettons de les décevoir : nous arrivons même à penser et agir par nous-mêmes.

Peut-être que nous ne nous reconnaissons pas tou-te-s dans les grandes catégorisations qui flattent le sens commun (anarchistes, militant-e-s, écologistes,

jeunes,...). Nous ne correspondons certainement pas au canon du militant qui attend patiemment le Grand Soir et nous avons peu d'espoir de voir ce monde d'exploitation et d'oppression s'écrouler de si tôt. Nous pensons néanmoins que l'autoritarisme, la hiérarchie, la compétition, le sexisme, le racisme, le productivisme, le profit et la résignation ne sont pas une fatalité et qu'il est légitime de chercher à détruire ces manifestations, dès maintenant, y compris dans ses réalisations quotidiennes, pour nous et pour tout le monde.

C'est la presse à sensations qui manipule l'opinion publique !

Seule la lutte paie !

SQUATTERS S.A
occupation, rénovation & entretien de toutes surfaces



DES LOGEMENTS GRATUITS DANS TOUTE LA VILLE, VITE !

Invoquant des raisons "techniques" fumeuses, J.J. Schilt affirme que les travaux à Prélaz doivent commencer par la parcelle occupée par l'espace autogéré. Les chiffres les plus contradictoires circulent quant au nombre de logements sensés être construits, mais ce qui est sûr, c'est que les travaux vont commencer par la construction d'un parking, puis d'un supermarché Coop, la plupart des logements seront construits après (dans combien d'années ?) sur les deux autres parcelles pour lesquelles aucune mise à l'enquête n'a encore été faite. Dans ce contexte, dire que l'espace autogéré s'oppose aux logements subventionnés est une absurdité qui relève de la volonté de se débarrasser de l'espace autogéré à tout prix. Si la ville veut réellement une politique sociale du logement, qu'elle saisisse le bien des spéculateurs (Parcelle de feu Primerose 11-15, surfaces commerciales vides,...)

Locataires, squatters: ne nous laissons pas diviser. A bas le raquet légal des loyers !

ASILE : clandestin-e-s program-mé-e-s et juteux bénéfices

Un rapport sur le financement de l'asile a été remis en mars au Conseil fédéral. En montrant comment faire des économies sur le dos des réfugié-e-s, ce rapport est maintenant en consultation et annonce les nouvelles modifications à venir de la Loi sur l'asile.

Ce rapport accule les requérant-e-s à la clandestinité, en rendant encore plus difficile l'obtention d'un permis et en réduisant toujours plus leurs droits (en matière de travail, d'assurances, de logement,...). Car les clandestin-e-s, ça rapporte. Ça permet de délocaliser « sur place » le marché du travail en évitant les inconvénients (frais de transport, risques liés à l'instabilité politique, salaires dépensés à l'étranger,...) et en gardant les avantages (bas salaires, peu de verve revendicatrice, main d'oeuvre corvéable à merci).

La logique « briser pour isoler et isoler pour briser » finit par toucher les autres couches de la société : la concurrence avec le travail au noir permet de baisser les salaires et de précariser les conditions de travail de tou-te-s les travailleurs/euses. La logique de la restriction aux droits appliquée aux requérant-e-s pourra ensuite s'étendre par exemple aux personnes âgées qui voudraient faire marcher leur assurance maladie, ou aux chômeurs/euses qui oseraient prétendre à l'AVS ou l'AI sans avoir travaillé.

Ainsi la Suisse « humanitaire » montre son vrai visage. La manière dont sont traité-e-s les requérant-e-s aujourd'hui préfigure comment nous serons traité-e-s demain. Les politiques d'exception sont toujours appliquées progressivement pour endormir la méfiance. D'abord elles s'appliquent aux plus faibles dont tout le monde s'en fout et finissent par toucher tout le monde. Défendre les réfugié-e-s, c'est aussi se défendre soi-même.

A Lausanne, le Service d'aide juridique aux exilé-e-s (SAJE) cherche des volontaires pour tenir des permanences pour recevoir les consultant-e-s et leur poser quelques questions afin de cerner leur situation.. Pour infos, téléphonez le mardi de 10h00 à 12h30 au 021/351.25.51. SAJE, rue Enning 4, 1002 Lausanne

AVORTEMENT: notre corps ne nous appartient toujours pas !

"Notre corps nous appartient !" Cette revendication féministe vient d'être bafouée une fois de plus en Suisse. Le 20 juin dernier, le Conseil des Etats a refusé la dépénalisation de l'avortement en se prononçant contre l'initiative parlementaire qui prévoyait de décriminaliser l'interruption volontaire de grossesse durant les quatorze premières semaines («solution des délais»). Du coup, et vraisemblablement pour longtemps, l'avortement reste régi par le Code pénal – en vigueur depuis...1942! – qui interdit l'interruption de grossesse, sauf s'il existe un «danger impossible à détourner autrement et menaçant la vie de la mère ou menaçant sérieusement sa santé d'une atteinte grave et permanente». Aujourd'hui encore, les femmes en Suisse ne disposent donc pas librement de leur corps, puisque le recours à l'avortement est soumis à autorisation et, par conséquent, est passible de poursuites pénales. Une interprétation souple de la notion de «santé» rend certes possible l'avortement dans la plupart des cantons, moyennant l'autorisation de deux médecins. Il n'empêche que le texte de loi définissant les modalités de l'interruption de grossesse reste inacceptable, puisqu'il place les femmes sous tutelle juridique et médicale. Contrairement à la situation qui prévaut dans la plupart des pays européens, les femmes ici sont encore considérées comme inaptes à déterminer par elles-mêmes la continuation ou non d'une grossesse. A quand le droit de choisir? A quand une réelle autonomie des femmes?

DIS-LUI MERDE À TON PROPRIO !

Au chemin de la Colline 6 et 8, comme cela se passe un peu partout ailleurs, des travaux de rénovations allaient être entrepris par la gérance Bernard Nicod sans qu'aucun des locataires n'ait été averti dans les délais (3 mois à l'avance, pour pouvoir faire recours) du type de travaux qui allaient être mis en route et de leur coût ! Le proprio mandate des entreprises, dont il partage bien évidemment les bénéfices, et c'est parti pour des rentrées pécuniaires assurées... Les locataires étant en général peu au courant de leurs droits, peu inclinés à les faire respecter et très méfiants les uns à l'égard des autres (plus on est dans la merde et plus on se tire dans les pattes mutuellement, au lieu de s'unir contre les vrais responsables). Et bien merde à tout ça. Des locataires qui ne s'adressaient pratiquement pas la parole se sont

organisés et ont fait valoir leurs droits. Grâce à une démarche solidaire, soutenue par l'ASLOCA, nous avons saisi la justice qui a immédiatement ordonné l'arrêt des travaux (comme c'est beau un proprio pris la main dans le sac et qui se chie dessus devant des locataires moins passifs et cons qu'il ne souhaitait). Résultat : baisse des loyers pendant les travaux, plan détaillé pour expertise des travaux strictement nécessaires (en général les proprios en profitent pour refaire tout une sorte de choses, comme un nouvelle salle de bain, afin de justifier des hausses de loyer) et possibilité de contester juridiquement toute hausse de loyer à venir. Bref un collectif de locataires prêts à défendre ses droits (voir plus) s'est constitué et ceci a passablement changé l'ambiance de l'immeuble. Ensemble on peut reprendre du pouvoir sur nos vies... Tu hais ton proprio, va sonner chez ton voisin, car tu n'est pas le seul !

Un ex-locataire

SQUAT DE LA CITÉ.

N'ayant pas reçu de réponse à leur lettre à la municipalité ('TOKUP' n°5), les occupantEs ont investi le conseil communal du 27 juin déguiséEs en squelettes (en référence aux tombes médiévales qu'abrite la maison). Pour toute réponse, une citation à comparaître leur a été délivrée le lendemain. Affaire à suivre...

117 EXPRESS. Mardi 27 juin vers 22h, un groupe d'individus quitte l'Espace autogéré dans le but d'afficher le programme des activités futures. Non contents de surveiller et de suivre les gens dès le départ de Prélaz, les policiers ont déployé un dispositif démesuré : une dizaine de véhicules dont un fourgon et 5 à 6 civils pour mettre la main sur quelques colleurs d'affiches. Quant à l'interpellation, les agents ont couru en braquant leur lampe torche en plein visage sans pour autant prendre la peine de s'identifier. L'un d'eux ira jusqu'à crier : « Si tu continues à courir, j'te flingue ! ». Une fois au poste, aucun appel téléphonique ne sera autorisé et l'un des policiers - matricule connu - n'hésitera pas à déclarer : « Quand j'aurai 40 skins derrière toi, ce sera plus naturel de courir... ». A quoi joue la police ?

SPORTS

Cette rubrique l'est offerte par "Metraux c'est trop, beaucoup trop !" TM

LA COMPÉTITION, UNE VALEUR DE GAUCHE

Le municipal des sports et parfois de la police s'était amèrement plaint des dégâts occasionnés par la Street party du 3 juin. Pour notre part, nous n'avons pas vu de dégâts, juste un peu de peinture et quelques slogans anticapitalistes. Mais pour ce municipal de gauche les manifestantEs ont dépassé les bornes et auraient occasionné pour 50'000.- de déprédations. On peut manifester, mais faut surtout pas déranger !

Pour le tour de France qui passera par Lôzane les 19 et 20 juillet avec sa horde de drogués et de dealers foin de ces problèmes. Tout est prévu à l'avance, même les dégâts. Selon le quotidien 24 H le coût en personnel pour le chef lieu se montera à 250'000.-, les rues seront bouclées et des îlots fixes détruits au marteau piqueur. Les travaux engendrés par ces diverses modifications s'élèveront à environ 100'000.-. Le journaliste en question termine fièrement son article par « ce n'est pas tous les jours qu'on déroule ses routes au Tour de France ». Pour celles et ceux qui se déplacent tous les jours à vélo, il n'y a par contre aucun fric pour des pistes cyclables. Et si on leur faisait une petite "Critical mass" ?

DEVINETTE:

Lorsqu'un municipal du Parti ouvrier populaire (POP) doit choisir entre une descente en roller populaire et une descente de compétition, laquelle des deux privilégie-t-il ?

Réponse

Lausanne, ville olympique !

Les bons côtés de la télé

